

Transport touristique terrestre

L'hiver s'annonce dur

● Faible visibilité pour 2016, baisse de 20 à 40% des activités, recul de 75% des circuits touristiques et baisse de 50% des mouvements d'avions jusqu'à mars 2016... sont les maux qui inquiètent la Fédération du transport touristique terrestre.



La Fédération du transport touristique terrestre tire la sonnette d'alarme. «Nous avons constaté une baisse d'activité des entreprises située entre 20 et 40%. Les professionnels du secteur s'étonnent des chiffres officiels qui font état d'une baisse de 2% des arrivées», souligne Othman Cherif Alami, président de la Fédération du transport touristique terrestre. Ce n'est pas tout, l'activité souffre aussi de la baisse de plus de 75% des circuits touristiques, lesquels sont passés de 150 à 20 par semaine. Le plus alarmant encore, la fédération déclare avoir une faible visibilité pour l'année 2016. Cette situation est due, entre autres, à la crise économique mondiale et à l'amalgame que font les touristes occidentaux qui confondent le Maroc avec les autres pays arabo-musulmans souffrant d'instabilité politique. «Il y a également le silence des officiels et des professionnels. Nous attendons avec im-

patience une stratégie de communication qui sorte le pays de cet amalgame», note Cherif Alami. En attendant, le président de la fédération préfère reprendre une citation du président de Royal Air Maroc, Driss Benhima, selon laquelle «l'hiver du tourisme marocain sera très glacial». La fédération avance que, dans certains aéroports, il y aurait jusqu'à 50% de mouvements d'avions de moins pour l'hiver, situation qui risque de durer jusqu'à mars 2016. Cela a poussé certains opérateurs à jouer sur la baisse des tarifs, obligeant la fédération à imposer, début décembre, une grille tarifaire dans l'activité pour calmer la guerre des prix sur le marché.

Recadrer les opérateurs

Il faut savoir que le transport touristique terrestre marocain est 50% moins cher que ceux français et espagnol, alors que le coût des intrants est le même dans ces trois pays. «Un autocar

touristique de 48 places ne dépassera jamais 50.000 DH de recettes par mois. Malgré cette situation difficile, nous avons constaté que les opérateurs continuent d'investir, au regard de la confiance qu'ils ont dans le secteur. Les opérateurs ont réussi à faire face à tous ces problèmes en se procurant des soutiens financiers en dehors des banques», souligne le président de la fédération. Les maux du secteur ne s'arrêtent pas là. En effet, la crise que traverse le secteur a poussé quelques opérateurs à recourir à certaines pratiques jugées illégales. «Nous allons adresser un courrier à tous les membres de la fédération pour les mettre en garde contre le recours à certaines pratiques comme celle de s'associer à des plateformes illégales», révèle le président. Sur un autre registre, la fédération a constaté que la tendance du marché fait en sorte que les demandes adressées à ce dernier proviennent davantage des petits groupes (utilisation de minibus de 17 places et de 4x4) que des grands. «Nous avons constaté une insuffisance du parc, puisque seuls 200 autocars de 48 places font du transport terrestre touristique. D'où le recours, par les agences de voyages, aux autocars de première catégorie utilisés dans le transport interurbain des voyageurs», souligne Cherif Alami. ●

PAR JALAL BAAZI
j.baazi@leseco.ma

POINT
DE VUE



Othman Cherif Alami,
président de la Fédération du
transport terrestre touristique

Baisse d'activité, manque de visibilité... La situation actuelle du secteur du transport terrestre touristique est loin d'être confortable. Aujourd'hui, c'est au gouvernement de nous dire une fois pour toute si on va démythifier l'amalgame dont souffre notre pays. On doit préparer les leaders de la société civile marocaine et la diaspora installée à l'étranger pour un large programme de communication réfléchi, qui cible les différentes nuisances perçues par les clients. Hélas, ce genre d'action n'existe pas encore. Nous demandons une reconquête des marchés émetteurs de touristes car le secteur du tourisme est un grand créateur d'emplois et de richesse et donc générateur de paix sociale. Nous voulons que les responsables comprennent que ce secteur est fragile. Il faut savoir que les tours opérateurs étrangers se sont posés la question de savoir pourquoi les responsables et les spécialistes marocains n'expliquent pas à l'Occident, notamment dans les chaînes de télévision, la tolérance de l'islam et la stabilité du pays. Ceci étant, il faut aussi reconnaître qu'il y a aussi une crise en Europe. Pour faire face à cette situation, nous demandons une communication spécifique à l'offre de produits marocains. Il nous faut aussi un ministre fort avec un bon budget. Par ailleurs, le manque de communication et de sensibilisation touche également un mécanisme important pour le développement des entreprises du secteur. Il s'agit du GIAC. Ce système est aujourd'hui boudé par les petites et moyennes entreprises à cause, entre autres, des contraintes administratives et puis il y a cette crainte de la transmission des informations entre différentes administrations dont le fisc et la CNSS...

GIAC

«Nous avons remarqué que notre secteur est mal informé. C'est le cas du recours au GIAC. En 2015, aucun transporteur terrestre touristique n'a utilisé ce système», révèle Othman Cherif Alami. Pour ce dernier, la solution réside dans l'engagement d'une action de sensibilisation et de communication pour encourager les entreprises du secteur à utiliser ce mécanisme de soutien, d'autant plus qu'elles y cotisent. La fédération demande aussi, avec l'aide de la Fédération du transport, de procéder à la requalification des chauffeurs via des séances de formation durant cette période de crise. Elle demande aussi l'autorisation d'importer des autocars vieux de 3 ans pour «préparer la croissance avec des coûts raisonnables». «C'est une option qui a réussi en Espagne et qui a été reprise par la Turquie», précise Cherif Alami.